

Lubersac, au bout de la route de l'exil

Réfugiés ukrainiens

Fuyant l'invasion russe déclenchée il y a un an, une trentaine de réfugiés ukrainiens, essentiellement des femmes, des enfants et quelques personnes âgées, sont restés dans le secteur de Lubersac-Pompadour. Après l'accueil d'urgence, l'association AFM les accompagne dans une difficile quête d'autonomie. Les plus jeunes estiment que leur avenir se trouve en France.

Eric Porte

eric.porte@centrefrance.com

Devant une gaufre et un verre de jus de pomme et entourée de ses proches, Valentina, 85 ans, semble apprécier ce moment sucré, propice aux confidences : « Je suis reconnaissante pour toute l'aide qu'on m'a apportée, explique cette Ukrainienne, par l'intermédiaire d'un interprète. J'ai eu un grave problème au genou. On m'a soignée. Je pense qu'en Ukraine, personne ne se serait occupé de moi comme cela. »

Ce jour-là, début février, Valentina profite, avec d'autres réfugiés ukrainiens, d'une après-midi Chandeleur préparée par les bénévoles de l'association Accueil famille du monde (AFM). Dans cette salle du Secours catholique (*), à Lubersac, tout le monde se connaît et chacun prend des nouvelles de l'autre.

Si les visages semblent reposés et sereins, certains regards, expressions et silences trahissent les tourments de l'exil forcé et de la guerre. Le 24 février 2022, les troupes russes envahissent l'Ukraine, prolongement d'un conflit né entre les deux pays en

2014. Un mois plus tard, le 23 mars 2022, dans la nuit, un bus transportant une quarantaine de réfugiés ukrainiens arrive à Lubersac. « Essentiellement des femmes et des enfants, quelques personnes âgées, se souvient Bernard Basque, responsable de l'association AFM. Elles étaient très fatiguées, parfois à la limite de l'épuisement. Depuis, certains sont repartis, d'autres sont allés vers Toulouse, par exemple. Une trentaine de réfugiés sont restés. Tous les mois, on se retrouve dans cette salle ».

« On voulait trouver de la sécurité, un quotidien correct. Aujourd'hui, tout va bien »

Avec son jeune fils, Natalia a vécu cette fuite dans l'urgence, mais ne souhaite pas en parler. Tout juste évoque-t-elle les bombardements de sa ville, Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine, un des premiers objectifs de l'invasion russe. « On se cachait sous le lit. Nous avons eu vraiment peur... Quand nous sommes arrivés en Corrèze, j'étais très stressée. Au début, la vie

était comme automatique. On voulait trouver de la sécurité, un quotidien correct. Aujourd'hui, tout va bien. »

Dans l'urgence, l'accueil en Corrèze s'est fait grâce à un hébergement citoyen, auprès d'une quinzaine de familles volontaires du secteur de Lubersac et Pompadour. Une mobilisation de la première heure que les responsables de l'association AFM, créée en 2016, au départ pour l'accueil de réfugiés syriens, ont touchée du doigt lors d'une assemblée générale « mémorable », au printemps 2022 : « Plus de 120 personnes y ont assisté, dont beaucoup d'élus locaux. » Dans les mois qui ont suivi, l'association Viltais, référente pour l'accueil des réfugiés ukrainiens en Corrèze, a pris le relais, en prenant en charge l'administratif et l'hébergement.

Natalia et son fils de 7 ans partagent une grande maison avec ses parents et deux autres familles ukrainiennes. Secrétaire dans une usine dans son pays natal, elle a travaillé dans les vergers, pour la récolte des pommes, et dit avoir fait des heures de ménage. Son fils est scolarisé, mais la mère de famille, qui suit tous les jours l'évolution du conflit, a du mal à se projeter dans l'avenir : « Repartir ? C'est une question difficile. La situation en Ukraine



n'est pas encore favorable. Ici, je me sens en famille et nous sommes bien entourés. On peut aller chez le médecin, à la pharmacie. Dès qu'on a une question, on se tourne vers l'association. »

Accès aux soins, au logement, à la scolarisation, autorisation de travailler, tous ces droits sont assurés par le statut de protection temporaire, accordé par les autorités françaises. Le soutien est aussi financier, sous la forme d'une allocation pour demandeurs d'asile (ADA), « 740 euros

par jour et par famille pour se loger », précise Bernard Basque. « Le nerf de la guerre, c'est toujours l'argent. En 2022, l'association a bénéficié de 18.000 euros de dons. »

Des chiffres qui cachent mal la difficile quête d'autonomie de ces réfugiés. « Au niveau financier, c'est compliqué, rapporte Valentin, le fils de Valentina. L'aide mensuelle est passée de 700 à 300 euros. Pour moi, vivre en France ne pose aucun problème, on comprend les choses

« L'école ne s'est pas posé de question : il fallait accueillir »

Si la Corrèze, au vu de son positionnement géographique, ne compte pas parmi les départements qui ont accueilli le plus de réfugiés, l'ensemble du monde de l'Éducation nationale a eu à cœur de remplir sa mission d'accueil des jeunes Ukrainiens.

« La première chose, c'était l'accueil. L'école ne s'est pas posé de question : il fallait accueillir. Et l'ensemble des personnels a eu à cœur de le faire dans les meilleures conditions », souligne Dominique Malroux, directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen). Entre le début du conflit et le mois d'avril 2022, cet



ACCUEIL. Après la grosse vague d'arrivée du printemps 2022, les effectifs de jeunes Ukrainiens dans les écoles ont peu évolué. PHOTO D'ILLUSTRATION

élan de fraternité qu'a porté la solidarité nationale a permis d'accueillir plusieurs familles, dont les enfants sont pour la plupart toujours scolarisés dans les établissements de Corrèze.

« À ce jour, nous avons 85 jeunes Ukrainiens scolarisés. À quelques arrivées et départs près, ce chiffre n'a pas bougé depuis la grosse vague d'arrivée du printemps dernier. 50 % sont accueillis dans des écoles primaires et 50 % dans le secondaire, dont une très grande majorité au collège », détaille Christophe Jasson, secrétaire général des services départementaux de l'Éducation nationale.

Entre ressources adaptées et formations demandées par les enseignants, l'école s'est adaptée pour répondre au mieux à l'obligation de scolarité de ces mineurs. « Mais ce n'est pas en soi une découverte pour les personnels qui, sauf à certains endroits de Corrèze, ont déjà eu à prendre en charge des enfants réfugiés », relève le Dasen qui juge l'accueil actuel des jeunes Ukrainiens très positif : « L'arrivée d'une petite fille ou d'un petit garçon questionne l'organisation, et on y gagne quelque chose. C'est l'occasion d'une réflexion collective pour faire toujours mieux. »

Julien Bochellerie



GRATITUDE. Sous le regard de ses proches, Valentina, à droite, exprime sa gratitude pour les soins dont elle a bénéficié au cours de l'année écoulée. PHOTO EP

Le maire de Méliopol : « Dans ma ville, c'est le chaos »



ÉCHANGE. Ivan Fedorov est intervenu hier lors d'une visioconférence retransmise dans le bureau du maire de Brive. Une famille ukrainienne, réfugiée depuis un an en Corrèze, y a assisté avec beaucoup d'émotion. S. PARA

Le maire de Méliopol, ville jumelée avec Brive-la-Gaillarde depuis 1967, a décrit hier la situation en Ukraine lors d'un échange en visioconférence.

On l'avait laissé le 6 avril 2022, les traits tirés et la voix grave, engoncé dans une doudoune noire. À peine remis d'un enlèvement par les troupes russes, Ivan Fedorov, le maire de Méliopol, échangeait par visioconférence avec Frédéric Soulier, son homologue de Brive-la-Gaillarde. Il racontait la guerre, les morts, les bâtiments détruits et lançait un vibrant appel à l'aide tout en prévenant que son pays « ne se rendrait jamais ».

À la demande de *La Montagne*, un nouvel entretien a eu lieu hier, dans les mêmes conditions. Sur l'écran géant installé dans le bureau du maire de Brive, le visage d'Ivan Fedorov apparaît plus reposé. Il a enfilé un t-shirt blanc, sur lequel le mot « Ukraine » se détache en lettres grises, au niveau de la poitrine. « Merci pour votre soutien, c'est vraiment important pour nous dans les moments difficiles que nous traversons », lance-t-il d'emblée.

Au balcon, entourée de soldats armés

Le ton n'a pas changé. Premier élu ukrainien enlevé en mars 2022, Ivan Fedorov avait été relâché au bout de cinq jours, en échange de la libération de soldats russes. Il était alors devenu une des principales figures de la résistance ukrainienne, invité à Paris par Emmanuel Macron pour décrire la situation dans son pays. Un an plus tard, sa détermination est intacte. De Kiev ou Zaporijia, où il travaille avec son « équipe », il s'efforce de maintenir le contact avec les 50.000 personnes qui vivent encore à Méliopol - contre 150.000 avant la guerre - organisant l'évacuation de ceux qui le souhaitent. « C'est le plus difficile, mais aussi le plus important pour moi, explique-t-il. Dans ma ville, c'est le chaos. Les citoyens n'ont aucune sécurité, les lois ne sont pas appliquées. En fait, c'est la plus grande prison d'Europe. Les

gens n'ont plus de salaire, plus d'argent pour acheter de la nourriture ou des médicaments. »

À la mairie de Méliopol, ville située au sud-est de l'Ukraine, tout près de la mer d'Azov, l'occupant russe a installé Galina Danilchenko, un de ses soutiens. « Même si je ne peux pas être physiquement à Méliopol, je reste son maire, objecte Ivan Fedorov. Imaginez qu'à Brive, un jour, une femme qui a fait 3 % aux dernières élections monte au balcon de la mairie, entourée de dix soldats armés de Kalachnikov, et se présente comme le nouveau maire. Eh bien c'est ce qui s'est passé chez moi. »

« Impatients de rentrer chez nous »

Répondant à une demande de son homologue ukrainien, Frédéric Soulier s'est engagé à recevoir une délégation de Méliopol d'ici un mois, à Brive, « pour étudier comment mettre en place une aide concrète. Je suis convaincu que la collaboration entre nos villes jumelles, dans divers domaines, peut être le début de quelque chose. Il faut que l'Ukraine devienne un pays membre de l'Union européenne et il faut qu'on s'y prépare dès aujourd'hui », estime Ivan Fedorov.

Dans le bureau du maire de Brive, une famille avait été conviée à assister à la visioconférence. Lena Struts et ses enfants Arina et Danya, étaient les premiers Ukrainiens accueillis à Brive l'année dernière. Ils y vivent encore, loin de leur mari et père, resté à Kiev. La petite Arina, sept ans, scolarisée en CE1 à Bossuet, a été invitée à dire quelques mots à Ivan Fedorov à la fin de l'entretien. Cette élève « brillante », qui a appris le français en un temps record, n'a pas eu à réfléchir bien longtemps. « On est impatients de rentrer chez nous », a-t-elle soufflé au maire de Méliopol qui lui a fait une promesse, dans un moment d'émotion intense : « On va tout faire pour que vous puissiez vite revenir dans un pays libéré, en sécurité. » ■

Tanguy Ollivier

de la même façon. » Pour la grande majorité des adultes, la barrière de la langue est réelle. L'association fait régulièrement appel aux services d'un interprète volontaire, un ingénieur Ukrainien installé dans le secteur depuis de nombreuses années. Malgré les cours, organisés à Uzerche, ou ceux mis en place par les bénévoles d'AFM, les mercredis, les progrès en français sont lents, à l'inverse de la jeune génération. Garnik a fui Kiev avec une partie de sa fa-

mille. Il est inscrit au lycée d'Arsonval de Brive, avec l'option cinéma, et s'exprime en français sans trop de difficultés : « Au début, je n'arrivais pas à communiquer. C'était un vrai problème. Je reste en contact avec des amis restés sur place, en Ukraine. Mais, mon avenir, je le vois en France. J'ai envie de rester en Corrèze. »

Face au provisoire qui dure, la communauté tente de s'organiser, par exemple, avec une mes-

sagerie instantanée pour échanger des infos sur les moyens de transport, entre Objat, Saint-Yrieix et Lubersac, avec l'espoir de trouver du travail, ou avec des compatriotes installés en Allemagne. D'autres ont pris les devants. Accompagnés par des bénévoles, ils ont créé une microentreprise, pour une activité commerciale sur des marchés locaux. ■

(*) L'association caritative a accompagné l'AFM avec le Secours populaire et les Restos du cœur.

EN CHIFFRES

293

C'est le nombre d'Ukrainiens qui étaient accueillis en Corrèze au 31 janvier 2023.

390

C'est le nombre d'Ukrainiens qui ont été accueillis en Corrèze depuis le 22 mars 2022.

97

C'est le nombre d'Ukrainiens qui, depuis le 22 mars, ont quitté le département de la Corrèze après y avoir été hébergés.

21

Le nombre d'Ukrainiens qui sont actuellement hébergés à la Station sport nature de Marcillac-la-Croisille. Elle sert de lieu d'accueil d'urgence depuis le début du conflit. Ils y resteront jusqu'au 31 mars prochain.

85

C'est le nombre d'enfants ukrainiens actuellement scolarisés en Corrèze. À Brive, plus grande ville du département, sept enfants sont accueillis dans des établissements privés et quatre dans le public.